

**Art. 9.** De hoedanigheid van officier van de gerechtelijke politie wordt toegekend aan de statutaire personeelsleden belast met de vaststelling van de overtredingen van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld en van de besluiten ter uitvoering ervan.

**Art. 10.** De Regering wordt ertoe gemachtigd een overeenkomst te sluiten met het oog op het waarnemen van de dienst voor de gemeenschapsbelasting gedurende een overgangperiode die ingaat vanaf 1 april 1997.

**Art. 11.** In artikel 1, A, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, worden de woorden « Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap » op hun plaats, in alfabetische volgorde, ingevoegd.

**Art. 12.** Voor het jaar 1998, wordt een bedrag van 237,6 miljoen uitgetrokken op basisallocatie 41.01 van activiteitenprogramma 16 van organisatie-afdeling 11 van hoofdstuk 1 van de begroting van de Franse Gemeenschap als dotatie voor algemene werking van de Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap.

De begroting van de instelling voor het jaar 1998, gevoegd bij dit decreet, wordt goedgekeurd.

**Art. 13.** Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 april 1997.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 1 december 1997.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met Onderwijs,  
de Audiovisuele Sector, Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheids promotie,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCION

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,  
Ch. PICQUÉ

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 98 — 460

[C — 98/27081]

**27 JANVIER 1998. — Décret instituant une police de la conservation du domaine public routier régional et en réglémentant les conditions d'exercice (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret a pour objet de préserver l'intégralité matérielle et physique des biens du domaine public routier régional et de conserver à ces biens la destination qu'ils ont reçue.

Au sens du présent décret, la notion de domaine public routier régional s'entend des routes régionales et des autoroutes implantées sur le territoire de la Région wallonne ainsi que de leurs dépendances.

**Art. 2.** Sans préjudice de la compétence reconnue par ou en vertu d'autres dispositions légales ou décrétales à d'autres fonctionnaires, peuvent, dans les limites de leur ressort territorial, constater les infractions au présent décret et à ses arrêtés d'exécution et établir les procès-verbaux y afférents :

1° les fonctionnaires de rang A4 exerçant les fonctions de directeur;

2° les fonctionnaires de rang A5 et A6 titulaires d'un diplôme d'ingénieur civil ou d'ingénieur industriel;

3° les fonctionnaires de niveau 2+, 2 et 3, désignés par le Gouvernement wallon et investis d'une mission de garde-route.

Les fonctionnaires énumérés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont revêtus de la qualité d'agent de police judiciaire et sont commissionnés et assermentés à cet effet. Leurs procès-verbaux font foi jusqu'à preuve du contraire des faits qui y sont constatés.

**Art. 3.** Les procès-verbaux visés à l'article 2, alinéa 2, sont transmis dans les quinze jours de leur établissement à l'auteur de l'infraction ainsi qu'à l'officier chargé des fonctions du ministère public compétent par le fonctionnaire du ressort territorial concerné qui est titulaire d'un grade de rang A4 au moins ou qui en exerce les fonctions.

(1) *Session 1997-1998 :*

*Documents du Conseil.* — 287 (1996-1997), n<sup>os</sup> 1 à 3.

*Compte rendu intégral.* — Séance publique du 14 janvier 1998. — Discussion. Vote.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Les fonctionnaires visés à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, peuvent adresser des avertissements à l'auteur présumé d'une infraction visée au chapitre II.

§ 2. Lorsqu'ils appartiennent à l'une des catégories visées à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, ces fonctionnaires peuvent ordonner la cessation des actes ou des travaux qui sont de nature à porter atteinte à la viabilité ou à l'intégrité du domaine public routier régional.

Tout ordre donné est consigné dans un procès-verbal et est confirmé au contrevenant dans les trois jours de la constatation des faits ayant donné lieu à l'établissement de ce dernier par un fonctionnaire du ressort territorial concerné titulaire d'un grade de rang A2 au moins ou qui en exerce les fonctions.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque l'auteur d'une infraction visée au chapitre II a occasionné des dommages au domaine public routier régional ou risque d'en occasionner, ces dommages sont constatés par un procès-verbal distinct de la part des fonctionnaires visés à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>.

Ce procès-verbal est notifié dans les quinze jours de son établissement à l'auteur de l'infraction par lettre recommandée dont le contenu précise les travaux à effectuer pour assurer la remise en état du domaine public routier régional et le délai dans lequel ils doivent intervenir.

§ 2. Lorsque l'auteur de l'infraction reste en défaut de s'exécuter dans le délai qui lui a été imparti, le Gouvernement wallon est habilité à faire remettre en état le domaine public routier régional aux frais, risques et périls du contrevenant.

§ 3. Lorsque les nécessités du service public ou l'urgence le justifient, le Gouvernement wallon peut procéder ou faire procéder sans délai aux travaux de remise en état du domaine public régional aux frais, risques et périls du contrevenant.

#### CHAPITRE II. — *Des infractions à la police de la conservation du domaine public routier régional*

**Art. 6.** Sont punis d'une amende de 1 franc au moins et de 26 francs au plus :

1° ceux qui, sans autorisation écrite du gestionnaire, ont empiété sur le domaine public routier régional ou ont accompli un acte portant ou de nature à porter atteinte à l'intégrité de ce domaine ou de ses dépendances, ainsi qu'à celle des ouvrages, installations, plantations établis sur ledit domaine;

2° ceux qui ont dérobé des matériaux entreposés, pour les besoins de la voirie, sur le domaine public routier régional et ses dépendances;

3° ceux qui, sans autorisation écrite du gestionnaire et d'une façon non conforme à la destination du domaine public routier régional, soit ont occupé tout ou partie du domaine public routier ou de ses dépendances, soit y ont implanté des installations fixes ou mobiles, soit y ont effectué des dépôts;

4° ceux qui, sans autorisation écrite du gestionnaire, ont effectué un travail sur le domaine public routier régional;

5° ceux qui, sans autorisation écrite du gestionnaire, ont creusé un souterrain sous le domaine public routier régional.

**Art. 7.** Les peines prévues par le présent décret sont édictées sans préjudice de celles prévues par d'autres législations pénales.

**Art. 8.** Toutes les dispositions du Livre I<sup>er</sup> du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions prévues par le présent décret; ces infractions sont poursuivies conformément aux règles établies par le Code d'instruction criminelle.

#### CHAPITRE III. — *Disposition finale*

**Art. 9.** Le présent décret entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 27 janvier 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,  
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,  
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,  
W. ANCION

## ÜBERSETZUNG

## WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 98 — 460

[C - 98/27081]

27. JANUAR 1998

**Dekret zur Einsetzung einer Polizei für die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßennetzes und zur Regelung der Ausübungsbedingungen dieses Amtes (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

**Artikel 1** - Das vorliegende Dekret zielt darauf ab, die materielle und physische Unversehrtheit der Güter des regionalen öffentlichen Straßennetzes zu wahren und ihre jeweilige Zweckbestimmung aufrechtzuerhalten.

Im Sinne des vorliegenden Dekrets umfaßt der Begriff 'regionales öffentliches Straßennetz' alle regionalen Straßen und alle Autobahnen auf dem Gebiet der wallonischen Region sowie deren Nebenanlagen.

**Art. 2** - Unbeschadet der durch oder kraft anderer gesetzmäßiger oder dekretmäßiger Bestimmungen anderen Beamten anerkannten Zuständigkeiten können die nachstehenden Beamten innerhalb ihres geographischen Zuständigkeitsbereichs Verstöße gegen das vorliegende Dekret und gegen dessen Durchführungserlasse feststellen und diesbezüglich Protokolle aufnehmen:

- 1° die Beamten des Dienststranges A4, die das Amt eines Direktors bekleiden;
- 2° die Beamten der Dienststränge A5 und A6, die Inhaber eines Diploms als Zivil- oder Industrieingenieur sind;
- 3° die von der wallonischen Regierung bezeichneten Beamten der Stufe 2+, 2 oder 3, die mit der Straßenüberwachung beauftragt sind.

Die in Absatz 1 angeführten Beamten haben die Eigenschaft eines Bediensteten der Gerichtspolizei. Sie sind zu diesem Zweck bevollmächtigt und vereidigt. Die von ihnen aufgenommenen Protokolle gelten bis zum Gegenbeweis der darin festgehaltenen Handlungen.

**Art. 3** - Der Beamte des betroffenen geographischen Zuständigkeitsbereichs, der Inhaber eines Dienstgrades A4 oder höher ist oder in diesem Dienstgrad diensttuend ist, übermittelt die in Artikel 2 Absatz 2 angeführten Protokolle innerhalb von fünfzehn Tagen nach deren Aufnahme dem Urheber des Verstoßes sowie dem zuständigen Beamten der Staatsanwaltschaft.

**Art. 4** - § 1. Die in Artikel 2 Absatz 1 angeführten Beamten sind berechtigt, dem vermeintlichen Urheber eines in Kapitel II genannten Verstoßes Verwarnungen zu erteilen.

§ 2. Wenn sie einer der in Artikel 2 Absatz 1 1° und 2° angeführten Kategorien angehören, sind diese Beamten berechtigt, die Einstellung der Handlungen oder Arbeiten, die die Befahrbarkeit oder die Unversehrtheit des regionalen öffentlichen Straßennetzes verletzen können, anzuordnen.

Jegliche erteilte Anordnung wird in einem Protokoll schriftlich festgehalten und wird dem Zuwiderhandelnden innerhalb von drei Tagen nach Feststellung der Handlungen, die Anlaß zur Protokollierung gegeben haben, durch den Beamten des betroffenen geographischen Zuständigkeitsbereichs, der Inhaber eines Dienstgrades A2 oder höher ist oder in diesem Dienstgrad diensttuend ist, bestätigt.

**Art. 5** - § 1. Wenn der Urheber eines in Kapitel II genannten Verstoßes Schäden am regionalen öffentlichen Straßennetz verursacht hat oder zu verursachen droht, werden diese Schäden von den in Artikel 2 Absatz 1 angeführten Beamten durch ein getrenntes Protokoll festgestellt.

Dieses Protokoll wird dem Urheber des Verstoßes innerhalb von fünfzehn Tagen nach dessen Aufnahme per Einschreibebrief übermittelt, aus dem ebenfalls hervorgeht, welche Arbeiten auszuführen sind, um die Instandsetzung des regionalen öffentlichen Straßennetzes zu gewährleisten und in welchem Zeitraum diese zu erfolgen haben.

§ 2. Wenn der Urheber eines Verstoßes die Arbeiten innerhalb der ihm zugestanden Frist nicht ausführt, ist die Wallonische Regierung berechtigt, das regionale öffentliche Straßennetz auf Kosten und Gefahr des Zuwiderhandelnden instand setzen zu lassen.

§ 3. Insofern die Anforderungen des öffentlichen Dienstes oder die Dringlichkeit dies rechtfertigen, kann die Wallonische Regierung fristlos die Arbeiten zur Instandsetzung des regionalen öffentlichen Netzes auf Kosten und Gefahr des Zuwiderhandelnden ausführen oder ausführen lassen.

KAPITEL II — *Verstöße gegen die Ordnung über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßennetzes*

**Art. 6** - Werden mit einer Geldbuße von mindestens 1 BEF und höchstens 26 BEF belegt:

1° jene Personen, die ohne schriftliche Genehmigung des Betreibers die Grenze des regionalen öffentlichen Straßennetzes überschritten haben oder eine Handlung ausgeführt haben, die einen Verstoß darstellt oder darstellen kann gegen die Unversehrtheit dieses Netzes oder dessen Nebenanlagen, sowie gegen die Unversehrtheit der Bauwerke, Einrichtungen, Anpflanzungen des Netzes;

2° jene Personen, die Baustoffe gestohlen haben, die zwecks Arbeiten am Straßennetz auf dem regionalen öffentlichen Straßennetz und dessen Nebenanlagen gelagert wurden;

3° jene Personen, die ohne schriftliche Genehmigung des Betreibers und in einer Art und Weise, die der Zweckbestimmung des regionalen öffentlichen Straßennetzes nicht entspricht, sich entweder das öffentliche Straßennetz oder dessen Nebenanlagen vollständig oder teilweise angeeignet haben, oder dort feste oder bewegliche Einrichtungen erbaut haben, oder dort Güter gelagert haben;

4° jene Personen, die ohne schriftliche Genehmigung des Betreibers Arbeiten auf dem regionalen öffentlichen Straßennetz ausgeführt haben;

5° jene Personen, die ohne schriftliche Genehmigung des Betreibers einen Gang oder Tunnel unter dem regionalen öffentlichen Straßennetz gegraben haben.

(1) *Sitzung 1997-1998* :

*Dokumente des Rates*. — 287 (1996-1997), Nrn. 1 bis 3.

*Ausführliches Sitzungsprotokoll*. — Öffentliche Sitzung vom 14. Januar 1998 — Diskussion. — Abstimmung.

**Art. 7** - Die durch das vorliegende Dekret vorgesehenen Strafen werden angeordnet unbeschadet jener, die durch andere Strafgesetzgebungen vorgesehen werden.

**Art. 8** - Alle Bestimmungen des Ersten Buches des Strafgesetzbuches, ohne Ausnahme des Kapitels VII und des Artikels 85, sind anwendbar auf die durch das vorliegende Dekret vorgesehenen Verstöße; diese Verstöße werden gemäß den in der Strafprozeßordnung festgelegten Bestimmungen verfolgt.

#### KAPITEL III — *Schlußbestimmung*

**Art. 9** - Das vorliegende Dekret tritt in Kraft am ersten Tag des dritten Monats nach dem Monat seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 27. Januar 1998.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,  
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,  
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,  
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,  
W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung, des Sportwesens  
und der Internationalen Beziehungen,  
W. ANCION

---

#### VERTALING

#### WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 98 — 460

[C - 98/27081]

**27 JANUARI 1998. — Decreet houdende instelling van een politie voor de bescherming van het gewestelijk openbaar wegendomein en houdende regeling van de voorwaarden voor de uitoefening van dat ambt (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

#### HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Dit decreet beoogt het behoud van de materiële en fysieke integriteit van de goederen van het gewestelijk openbaar wegendomein en van hun oorspronkelijke bestemming.

In de zin van dit decreet wordt verstaan onder 'gewestelijk openbaar wegendomein' de gewestelijke wegen en autosnelwegen op het grondgebied van het Waalse Gewest alsmede hun aanhorigheden.

**Art. 2.** Onverminderd de bevoegdheid die bij of krachtens andere wets- of decreetsbepalingen aan andere ambtenaren verleend wordt, mogen de hiernavermelde personen binnen de grenzen van hun ambtsgebied de overtredingen van dit decreet en van de uitvoeringsbesluiten ervan vaststellen en proces-verbaal opmaken :

1° de ambtenaren van rang A4 die het ambt van directeur uitoefenen;

2° de ambtenaren van rang A5 en A6 die houder zijn van een diploma van burgerlijk of industrieel ingenieur;

3° de ambtenaren van niveau 2+, 2 en 3 die door de Waalse Regering aangewezen worden om toezicht op de wegen te houden.

De in het vorige lid bedoelde ambtenaren zijn bekleed met de hoedanigheid van agent van de gerechtelijke politie en worden daartoe aangesteld en beëdigd. Hun processen-verbaal hebben bewijskracht tenzij de vastgestelde feiten weerlegd kunnen worden.

**Art. 3.** De in artikel 2, tweede lid, bedoelde processen-verbaal worden binnen vijftien dagen na het opmaken ervan door de ambtenaar van het bedoelde gebied, die titularis is van een graad van minstens rang A4 of die er het ambt van uitoefent, verzonden naar de overtreder en de officier die bekleed is met het ambt van het bevoegde openbaar ministerie.

---

(1) *Zitting 1997-1998 :*

*Stukken van de Raad.* — 287 (1996-1997), nrs. 1 tot 3.

*Volledig verslag.* — Openbare vergadering van 14 januari 1998. — Bespreking. — Stemming.

**Art. 4.** § 1. De in artikel 2, eerste lid, bedoelde ambtenaren mogen waarschuwingen richten aan de vermoedelijke dader van een in hoofdstuk II bedoelde overtreding.

§ 2. Wanneer ze tot één van de in artikel 2, eerste lid, 1° en 2°, bedoelde categorieën behoren, mogen deze ambtenaren de staking bevelen van handelingen of werken die de bruikbaarheid of de integriteit van het gewestelijk openbaar wegendomein in het gedrang brengen.

Elk gegeven bevel wordt in een proces-verbaal opgenomen en binnen drie dagen na de vaststelling van de feiten, die daartoe aanleiding hebben gegeven, aan de overtreder betekend door een ambtenaar van het bedoelde gebied die titularis is van een graad van minstens rang A2 of die er het ambt van uitoefent.

**Art. 5.** § 1. Wanneer de dader van een in hoofdstuk II bedoelde overtreding schade heeft aangericht of zou kunnen aanrichten aan het gewestelijk openbaar wegendomein, wordt deze schade bij een afzonderlijk proces-verbaal vastgesteld door de in artikel 2, eerste lid, bedoelde ambtenaren.

Dit proces-verbaal wordt binnen vijftien dagen na het opmaken ervan bij aangetekende brief aan de overtreder betekend. De werken die uitgevoerd moeten worden om het gewestelijk openbaar wegendomein te herstellen en de termijn voor hun uitvoering worden nader bepaald in die brief.

§ 2. Wanneer de overtreder de werken niet uitvoert binnen de voorgeschreven termijn, is de Waalse Regering ertoe gemachtigd het gewestelijk openbaar wegendomein op kosten en op risico van de overtreder te laten herstellen.

§ 3. Wanneer de behoeften van de openbare diensten of de dringende noodzakelijkheid het wettigen, mag de Waalse Regering onmiddellijk bevel geven tot werken om het gewestelijk openbaar domein te laten herstellen op kosten en op risico van de overtreder.

#### HOOFDSTUK II — *Overtredingen van het reglement op de bescherming van het gewestelijk openbaar wegendomein*

**Art. 6.** Met een boete van minstens 1 en hoogstens 26 BEF worden gestraft :

1° degenen die zonder schriftelijke machtiging van de beheerder het gewestelijk openbaar wegendomein zijn binnengedrongen of een handeling hebben verricht die de integriteit van het domein of de aanhorigheden ervan, alsmede die van de werken, installaties, aanplantingen aantast;

2° degenen die materialen hebben gestolen die voor de behoeften van de wegdienst opgeslagen waren op het gewestelijk openbaar wegendomein en op de aanhorigheden ervan;

3° degenen die het domein of de aanhorigheden ervan geheel of gedeeltelijk hebben bezet, er vaste of mobiele installaties hebben gebouwd of er goederen hebben opgeslagen, zonder schriftelijke machtiging van de beheerder en zonder inachtneming van de bestemming van het domein;

4° degenen die zonder schriftelijke machtiging van de beheerder een werk hebben uitgevoerd op het gewestelijk openbaar wegendomein;

5° degenen die zonder schriftelijke machtiging van de beheerder een tunnel hebben gegraven onder het gewestelijk openbaar wegendomein.

**Art. 7.** De in dit decreet bedoelde straffen worden bepaald onverminderd de straffen waarin een andere strafrechtelijke wetgeving voorziet.

**Art. 8.** Alle bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 inbegrepen, zijn van toepassing op de in dit decreet bedoelde overtredingen; deze overtredingen worden vervolgd overeenkomstig de bij het Wetboek van strafvordering vastgestelde regels.

#### HOOFDSTUK III. — *Slotbepaling*

**Art. 9.** Dit decreet treedt in werking de eerste dag van de derde maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 27 januari 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,  
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,  
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCIEN